

# 18e Assemblée générale du 17 mai 2003

*Embargo : Samedi, 17 mai 2003, 12h00*

*Cet exposé pourra être consulté sur Internet dès le 17 mai 2003, 12h00 aux adresses suivantes :*

<http://www.asin.ch>  
<http://www.blocher.ch>

---

## Allocution de bienvenue et point de la situation

du Conseiller national Dr. Christoph Blocher  
à l'occasion de la 18e Assemblée générale ordinaire de l'Action pour  
une Suisse indépendante et neutre (ASIN) du 17 mai 2003 à Berne

---

Chers membres,

Mesdames, Messieurs,

### **I. On méprise la volonté du peuple**

Le 6 décembre 2002 passé, c'était le 10e anniversaire du **«Non» de la Suisse à la participation à l'Espace économique européen (traité EEE)**. Il s'agissait de la votation la plus importante depuis la 2e Guerre mondiale car le traité EEE fut la première étape vers une adhésion à l'Union européenne, «l'anti-chambre», le «camp d'entraînement», les «fiançailles» et le chas d'une aiguille par lequel les partisans de l'UE comptaient passer pour adhérer à l'UE. Le Souverain suisse a rejeté cette anti-chambre et il a exprimé de la sorte clairement que la Suisse ne souhaite pas adhérer à l'Union européenne.

Toutes les votations ont jusqu'à présent confirmé ce résultat, notamment celle du 4 mars 2001 lors de laquelle les 77% des citoyennes et citoyens suisses et tous les cantons ont rejeté l'initiative d'adhésion à l'UE «Oui à l'Europe», qui comportait la phrase décisive suivante: **«La Suisse participe au processus d'intégration européenne et vise dans ce but à adhérer à l'Union européenne »**.

Mesdames, Messieurs, en dépit de cette situation de départ très claire, force est malheureusement de constater que notre gouvernement et la majorité du Parlement ignorent ces verdicts du peuple: **Contrairement à la volonté clairement exprimée par les citoyens, ils s'efforcent à adhérer à l'Union européenne. Ils mettent tout en œuvre pour y parvenir même s'ils ne le disent pas ouvertement à la population.** A l'intérieur du pays, on prétend mener des négociations bilatérales avec l'Union européenne afin de ne pas être contraint d'y adhérer et vis-à-vis de l'UE, on annonce tout le contraire et l'on se réfère à la demande d'adhésion qui est déjà déposée à Bruxelles.

Personne n'a mieux démasqué «ce double jeu» que la nouvelle Conseillère fédérale Calmy-Rey qui est heureusement encore un peu naïve. Le proverbe dit que la vérité sort de la bouche des enfants (et nous pourrions y ajouter de celle des ingénu(e)s). Madame Calmy-Rey a ainsi révélé sans le vouloir ce double jeu du Conseil fédéral en matière d'adhésion à l'UE. Elle a insisté sur le fait que les **accords bilatéraux devaient «préparer le terrain» à une adhésion rapide à l'UE.** En constatant cela, elle a – sans le vouloir – proclamé la vérité et complètement dévoilé le double jeu du Conseil fédéral.

Mesdames, Messieurs, l'affaire honteuse que je vais vous relater maintenant montre à quel point ce double jeu va loin : à une manifestation dans le canton de Thurgovie où une entreprise a été inaugurée, on a convié non seulement des personnes issues des milieux économiques, mais aussi de nombreux parlementaires fédéraux. Le ministre allemand de l'économie de l'époque Müller figurait aussi parmi les invités. Dans son allocution prononcée sur un ton badin, le ministre allemand de l'économie a ironisé sur la Suisse qui ne veut pas adhérer à l'UE. Mais il s'est dit optimiste et a

constaté qu'en adoptant les accords bilatéraux, la Suisse se rapproche étape par étape de la législation de l'UE. Il a fait observer que la Suisse aura adhéré ainsi à l'UE sans même que les citoyens suisses s'en aperçoivent. Cette remarque condescendante, qui trahit bien le double langage de la classe politique suisse, m'a révolté en tant que citoyen suisse. Mais les parlementaires présents du PS, du PRD et du PDC ont trouvé cela très drôle et ont fortement applaudi.

Mesdames, Messieurs, j'avais l'impression de me trouver parmi des traîtres de notre pays. Ces politiciens, qui se qualifient de socialistes, libéraux et «démocrates chrétiens», n'ont-ils pas juré devant le Parlement et devant la télévision :

**« de préserver et de protéger l'indépendance de la patrie, la liberté et les droits de la population et de ses citoyens.. ...»?**

**C'est exactement comme l'a confirmé Madame Calmy-Rey « par mégarde » : au Palais fédéral, les accords bilatéraux ne sont pas considérés comme une solution de rechange à une adhésion de notre pays à l'UE qui serait lourde de conséquences, mais il s'agit bel et bien d'une étape vers l'adhésion de la Suisse à l'UE qui a pour but de lever les «obstacles». Il ne faut surtout pas l'oublier.**

Mesdames, Messieurs, comme l'UE est confrontée à des représentants du gouvernement suisses et négociateurs qui pratiquent le double langage, **la Suisse a perdu à l'étranger tout le respect et sa bonne réputation.** Les résultats de négociations bilatérales, notamment ceux en matière de transports terrestre et de trafic aérien, s'en ressentent.

## **II. Pas d'adhésion à l'UE**

Une adhésion de la Suisse à l'UE comporterait pour les citoyens suisses de graves inconvénients et de lourdes charges :

**La perte de liberté, d'indépendance et de droits populaires;**  
**le sacrifice de notre neutralité intégrale;**

le **sacrifice du franc suisse et de notre banque d'émission autonome**;  
un **doublément de la taxe sur la valeur ajoutée à 15 % au moins**;  
une **augmentation de 2% des intérêts hypothécaires et sur les sommes dues**;  
une **augmentation des loyers d'habitation de 20-25 %** ;  
Des **versements annuels de milliards à Bruxelles**;  
**C'est pourquoi il faut résolument s'opposer à une adhésion à l'UE !**

## **Une adhésion par la bande ?**

Le Conseil fédéral et le Parlement savent pertinemment qu'une adhésion à l'UE n'aurait aucune chance dans une votation populaire. C'est pourquoi le risque est grand **qu'on tente à Berne d'adhérer à l'UE par la bande**. C'est la raison pour laquelle nous voulons aujourd'hui soumettre les accords bilatéraux à un examen critique.

Nous allons donc à l'occasion de cette assemblée générale vous donner une fois de plus un aperçu de la situation actuelle des négociations bilatérales. **Je remercie Monsieur l'ambassadeur Michael Ambühl, chef du bureau de l'intégration DFAE/DFE** et négociateur en chef des accords bilatéraux II, de vouloir nous présenter **son point de la situation**.

Il s'agira ensuite **d'évaluer politiquement les accords bilatéraux I / la libre circulation des personnes / et l'élargissement de l'UE à l'Est**.

**Le Conseiller national Dr. Ulrich Schlüer, Flaach**, membre de la Commission de politique extérieure du Conseil national, va se pencher sur la question de savoir : qu'est-ce qui nous attend avec ces accords ?

Dans une troisième partie, nous allons aborder **les problèmes accords bilatéraux II (Schengen / Dublin / secret bancaire)**.

Ici aussi, il importe de se poser la question de savoir ce qu'il faut faire. C'est le **Professeur Dr. Christoph Mörgeli** qui va s'en charger. Il est lui aussi Conseiller national et membre de la Commission de politique extérieure du Conseil national.

## La tâche de l'ASIN

Mesdames, Messieurs, ceux qui connaissent l'histoire suisse savent que la Suisse a déjà par le passé traversé par moment des périodes où elle risquait de sacrifier son indépendance, sa force et sa neutralité parce qu'elle manquait de confiance en elle sur le plan intérieur et était en prise à de la mégalomanie sur le plan extérieur.

Un des fondateurs de mon parti politique, l'inflexible et convaincant **Fritz Bopp**, qui était devenu Conseiller national et rédacteur, alors qu'il n'était au départ qu'un simple valet de ferme, avait déjà mis en garde la Suisse contre la Société des Nations: « **Ce n'est pas lorsque des canons sont dirigés contre ses frontières que notre pays est le plus menacé, mais c'est lorsque des gouvernants étrangers embobinent nos politiciens dans un excès d'amabilité. Tel est plus que jamais notre cas : priez, citoyens suisses libres, priez !** »

C'est pourquoi, Mesdames et Messieurs, il est du devoir de l'Action pour une suisse indépendante et neutre de dénoncer et de combattre ces intégrations et adaptations désastreuses pour notre pays car elles sont contraires à la neutralité et hostiles à la souveraineté de notre peuple. Notre tâche consiste à apporter notre contribution pour que

**La Suisse n'adhère à l'UE ni ouvertement, ni par la bande.**

**La demande d'adhésion à l'UE soit retirée.**

Si cette demande d'adhésion n'est pas retirée, le Conseil fédéral prouve qu'il ne prend pas au sérieux la volonté du peuple dans la question de l'UE. Tant que la demande d'adhésion à l'UE sera maintenue, nous récolterons de mauvais résultats dans les négociations d'accords bilatéraux.

**Il faut accorder une grande importance à la question de la neutralité.**

La situation désastreuse sur le plan de la politique internationale, qui met un terme aux rêveries de paix des années quatre-vingt-dix, nous contraint de placer la **neutralité suisse à nouveau au centre**. Se distancier de ce principe vaudrait à la Suisse des dépendances insoupçonnées au niveau de la politique de sécurité et de l'économie et la conduirait au désastre.

Bien que près de 50% des citoyennes et citoyens suisses aient voté oui à l'**initiative sur l'asile** que l'ASIN a activement soutenue (la différence était la plus faible que l'on ait constaté depuis longue date), **on n'entreprend strictement rien à Berne**. C'est la raison pour laquelle **l'ASIN devra également à l'avenir combattre les abus en matière d'asile, de politique des étrangers et de la nationalisation automatique**.

Le 19 octobre 2003, **les élections du Conseil national et du Conseil des Etats** auront lieu. Notre objectif est le suivant : **nous voulons un autre Parlement !** Nous appelons de nos vœux des parlementaires hommes et femmes qui prennent au sérieux le serment qu'ils ont prêté à notre pays et qui s'engagent pour défendre la liberté, l'indépendance et les droits de notre population. Nous allons recommander de telles personnalités pour élection.

## **Conclusion**

**Avec 41'000 membres, l'ASIN est le seul mouvement populaire interparti puissant qui défend inconditionnellement les piliers de notre Etat .**

Notre lutte est devenue plus importante encore depuis que des partis politiques qui se qualifient de bourgeois collaborent avec la gauche et affaiblissent de plus en plus la neutralité **suisse**, soit par l'adhésion à l'ONU, par l'adhésion à l'UE ou par des étapes correspondantes, soit en gaspillant la fortune du peuple, en préconisant des engagements de l'armée à l'étranger, en cherchant le rapprochement de notre pays de l'OTAN ou en revendiquant une augmentation des indemnités parlementaires .

**Mesdames, Messieurs, aujourd'hui, votre venue en grand nombre prouve votre volonté de mener la lutte pour préserver les piliers de notre Etat et ses valeurs. Je vous en remercie cordialement .**

\*\*\*